

1346 EST+
EURCOM WSH

21877 COMEU B
21877 COMEU B

| | | | | | | | | | |
|----|-----|------|------|------|------|------|------|------|-----|
| 1 | TR. | I.S. | FIN. | AGR. | ENE. | R.D. | ADM. | S.A. | MMS |
| RK | Hw | 3 | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

DE : C.C.F. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 19:46 4-12-81 000078503 - 000078847

TLX N 326756-SG BER 12/106

TELEX HABDOMADAIRE NR 65 DU 4.12.81 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

432

1.1 CONSEIL EUROPEEN

LA COMMISSION A PROCEDE MERCREDI A UN ECHANGE DE VUES SUR LE DEROULEMENT DU CONSEIL ET SES METHODES DE TRAVAIL AINSI QUE SUR LE ROLE ACTIF QU Y A JOUE LA COMMISSION.

LA COMMISSION S'EST ASSOCIEE AUX DECLARATIONS FAITES A LONDRES VENDREDI SOIR PAR LE PRESIDENT THORN A L ISSUE DES TRAVAUX OU IL SOULIGNAIT NOTAMMENT :

- SA DECEPTION POUR L'ACCORD GLOBAL MANQUE, COMPTE TENU DE LA GRAVITE ET DE L'URGENCE DES PROBLEMES.
- LES ELEMENTS POSITIFS DES RAPPROCHEMENTS ENREGISTRES, NOTAMMENT SUR LES ' AUTRES POLITIQUES '

- L'ESPOIR DE PROGRES SUBSTANTIELS POUR L'IMMINENTE REUNION DU CONSEIL PERMETTANT DE PRECISER ET, SI POSSIBLE, FORMALISER LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DU CONSENSUS RECHERCHE SUR L'ENSEMBLE DU DOSSIER.

LA COMMISSION A ARRETE LES PREMIERES MESURES POUR LA POURSUITE DES TRAVAUX.

1.2 CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES'

LA DERNIERE SESSION SOUS PRESIDENCE BRITANNIQUE SE TIENDRA LES 7 ET 8 DECEMBRE. PRINCIPAUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR :

- SIDERURGIE : VOLET SOCIAL ET VOLET EXTERNE
- CHARBON A COKE
- SPG 1982
- PVD NON ASSOCIES (AIDE PREVUE POUR L'AFRIQUE)
- CHYPRE : MANDAT REGIME COMMERCIAL 1982/83
- JAPON
- NEGOCIATIONS GLOBALES NORD/SUD
- ACP : PRIX CAMPAGNE SUCRE
- TEXTILES

OVER →

Globe

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Comm

2. AFFAIRES INTERNATIONALES

2.1 CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' (3/12)

LE CONSEIL A ADOPTE DEUX DIRECTIVES IMPORTANTES :

- LA DIRECTIVE 'POST SEVESO' SUR LA PREVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS (NON NUCLEAIRES) DANS L'INDUSTRIE ET DE LEURS EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT
- UNE DIRECTIVE SUR LES REJETS DE MERCURE QUI CONSTITUE LE PREMIER CAS D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE DE 1976 SUR LES SUBSTANCES DANGEREUSES.

LE CONSEIL A EU AUSSI UN PREMIER ECHANGE DE VUES CONSTRUCTIF SUR LE PROGRAMME QUINQUENNAL 1982/86 PROPOSE PAR LA COMMISSION.

2.2 GRECE

JEUDI, AU PALAIS ROYAL, LE PRESIDENT THORN A RENDU UNE VISITE DE COURTOISIE AU PRESIDENT CARAMANLIS, EN VISITE OFFICIELLE EN BELGIQUE. L'ENTRETIEN, DE CARACTERE GENERAL, A PORTE SUR L'ETAT ACTUEL DES AFFAIRES COMMUNAUTAIRES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE

ON THE 1ST DECEMBER THE 16TH SESSION AT DEPUTY LEVEL OF THE NEGOTIATIONS FOR SPAIN'S ACCESSION WAS HELD IN BRUSSELS.

THE SUBJECTS DEALT WITH WERE THE COMMUNITY'S DECLARATIONS ON :

- EURATOM
- SOCIAL AFFAIRS
- HARMONISATION OF LEGISLATIONS (MILK PRODUCTS)

AND THE SPANISH DECLARATIONS ON :

- CUSTOM UNION AND FREE MOVEMENT OF GOODS (INDUSTRIAL SECTOR)
- EURATOM (A.I.E.A.)
- EXTERNAL RELATIONS (ANDORRA AND MULTILATERAL GATT AGREEMENTS)

(LA DECLARATION DE LA COMMUNAUTE SUR LE CHAPITRE CECA N'A PU ETRE PRESENTEE EN RAISON DES DIVERGENCES QUI SUBSISTENT ENTRE LES ETATS MEMBRES SUR LA MANIERE DE SOULIGNER LA NECESSITE D'UNE COHERENCE DE LA POLITIQUE SIDERURGIQUE DE L'ESPAGNE D'ICI L'ADHESION AVEC LES EFFORTS DEJA CONSENTIS AU SEIN DE LA CECA)

UNE MISSION CONDUITE PAR MME NIELSEN ET M. VON VERSCHUER EST ACTUELLEMENT EN ESPAGNE EN VUE DE PROCEDER A UNE INFORMATION

RECIPROQUE SUR LES POLITIQUES AGRICOLES DE L'ESPAGNE ET DE LA COMMUNAUTE).

3.2 PORTUGAL

LA 16EME SESSION DE LA CONFERENCE AU NIVEAU DES SUPPLEANTS (1ER DECEMBRE) A PERMIS A LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE DE PRESENTER SA POSITION SUR LES CHAPITRES EURATOM ET AGRICULTURE. DE SON

COTE, LA DELEGATION PORTUGAISE A PRESENTE SA REACT. DE FOND
AUX PROPOSITIONS DE LA COMMUNAUTE SUR LE CHAPITRE CECA.

PAR AILLEURS, UNE SOLUTION EST ENFIN INTERVENUE PERMETTANT DE
RENDRE OPERATIONNELLE L'AIDE COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES PORTUGAISES.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 U S A

LE SECRETAIRE D'ETAT HAIG, M. BALDRIGE, SECRETAIRE D'ETAT POUR
LE COMMERCE, M. BROCK, REPRESENTANT SPECIAL POUR LE COMMERCE ET
M. BLOCK, SECRETAIRE A L'AGRICULTURE SERONT RECUS AU BERLAYMONT
LE 11 DECEMBRE PAR MM. THORN, ORTOLI, HAFERKAMP, DAVIGNON ET
DALSAGER. CETTE RENCONTRE, SANS PRECEDENT A CE NIVEAU, A POUR
OBJET L'EXAMEN DE L'ENSEMBLE DES PROBLEMES D'INTERET COMMUN ET
TEMOIGNE DE LA VOLONTE POLITIQUE DES DEUX PARTIES DE TROUVER DES
SOLUTIONS AUX PROBLEMES QUI LES PREOCCUPENT.

(JEUDI, LA COMMISSION A DEMENTI UNE INFORMATION DE PRESSE FAI-
SANT ETAT D'UNE OFFRE SECRETE DE NEGOCIER UN ARRANGEMENT LIMITANT
LES EXPORTATIONS D'ACIER EUROPEEN VERS LES USA. ELLE MAINTIENT
SON POINT DE VUE, A SAVOIR QUE LES EXPORTATIONS EUROPEENNES NE
PEUVENT CONSTITUER UN PREJUDICE POUR L'INDUSTRIE US).

4.2 JAPON

LA COMMISSION VIENT D'ENVOYER AU CONSEIL UN RAPPORT SUR L'ETAT
ACTUEL DES RELATIONS COMMUNAUTAIRES AVEC LE JAPON.

LA COMMISSION Y ANALYSE LES DEVELOPPEMENTS DES ECHANGES ET DE
LA POLITIQUE COMMERCIALE DEPUIS LA VISITE DE M. SUZUKI EN EUROPE
EN JUIN. ELLE CONSTATE UNE CERTAINE STABILISATION DE LA TENDANCE
A LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS JAPONAISES DE PRODUITS SENSIBLES
(VOITURES PARTICULIERES, TELEVISEURS ET TUBES T.V. COULEURS,
MACHINE-OUTILS), MAIS LES DONNEES DE BASE RESTENT PREOCCUPANTES
ET UNE NOUVELLE DETERIORATION EST POSSIBLE. SUR LE PLAN POLITI-
QUE, LE DEBAT ENGAGE AU JAPON AU SUJET DES MOYENS DE MISE EN
OEUVRE DE LA DECLARATION DE M. TANAKA SUR LA NECESSITE D'AUGMEN-
TER LES IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES ET DE REPONDRE AU

SOUHAIT DU CONSEIL D'OBTENIR UNE MODERATION DES EXPORTATIONS
JAPONAISES VERS LA COMMUNAUTE DANS CERTAINS SECTEURS N'EST PAS
ENCORE ACHEVE.

SUITE AU REMANIEMENT MINISTERIEL INTERVENU AU JAPON, LA COMMISS-
SION ENVERRA AU NOUVEAU GOUVERNEMENT JAPONAIS UNE LISTE PRECISE
DE DEMANDES DE LA COMMUNAUTE SE RAPPORTANT AUX IMPORTATIONS ET
AUX EXPORTATIONS JAPONAISES. LA COMMISSION APPRECIERA LES REAC-
TIONS CONCRETES DU JAPON LORS DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU
PREVUES EN JANVIER PROCHAIN.

(COMMENTANT LES INTENTIONS JAPONAISES D'AVANCER LES REDUCTIONS
TARIFAIRES PREVUES DANS LE CADRE DU TOKYO ROUND, LE PORTE-PAROLE
DE LA COMMISSION A INDIQUE QUE CETTE MESURE, POSITIVE EN SOI,
A CEPENDANT UNE PORTEE LIMITEE ET NE CONSTITUE PAS UNE SOLUTION
A TOUS LES PROBLEMES QUI SE POSENT AVEC LE JAPON).

4.3 AUSTRALIE

LES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU ENTRE LA COMMISSION, REPRESEN-
TEE PAR MM. HAFERKAMP, DAVIGNON, DALSAGER ET PISANI, ET UNE DELE-

OVER →

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

GATION AUSTRALI E CONDUITE PAR MM. ANTHONY PREMIER MINISTRE ADJOINT, ET STREET, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, ONT REVELE UNE LARGE IDENTITE DE VUES SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES INTERNATIONAUX. EN CE QUI CONCERNE LES PREOCCUPATIONS AUSTRALIENNES EN MATIERE D'EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES DE PRODUITS AGRICOLES SUBVENTIONNES'', LA DELEGATION COMMUNAUTAIRE A EXPOSE L'ETAT DES DISCUSSIONS SUR L'ADAPTATION DE LA PAC AINSI QUE LE FONCTIONNEMENT DU NOUVEAU REGIME SUCRE : CES EXPLICATIONS ONT ETE RECUES D'UNE MANIERE POSITIVE. DE SON COTE , LA COMMISSION A EXPOSE SES DOLEANCES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES AUTOMOBILES, LES CHAUSSURES ET LES PRODUITS TEXTILES ET VETEMENTS.

LES CONSULTATIONS SE SONT DERouleES DANS UNE TRES BONNE ATMOSPHERE, ET IL A ETE CONVENU QUE DORENAVANT ELLES SE DERouLERONT ANNUELLEMENT, LA PROCHAINE RENCONTRE ETANT PREVUE POUR NOVEMBRE 1982. M. ANTHONY S'EST FELICITE DE L'OUVERTURE DE LA DELEGATION DE LA COMMISSION A CANBERRA ET A RENDU HOMMAGE AU ROLE JOUE PAR SON CHEF, M. BARLEBO-LARSEN. LA CONCLUSION DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES NUCLEAIRES ET LE REGLEMENT DU PROBLEME DES IMPORTATIONS DE VIANDE BOVINE DESTINEE A LA TRANSFORMATION (LE BILAN) ONT EGALEMENT CONTRIBUE A DETENDRE L ATMOSPHERE.

(LE PRESIDENT THORN A ACCEPTE L'INVITATION DU PREMIER MINISTRE M. FRASER, A SE RENDRE EN VISITE OFFICIELLE EN AUSTRALIE EN FEVRIER 1982. IL SE RENDRA AUPARAVANT EN VISITE OFFICIELLE EN NOUVELLE ZELANDE).

4.4 A.E.L.E.

LES COMITES MIXTES INSTITUES PAR LES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE DE LA CEE AVEC LA SUISSSE, LA SUEDE, L AUTRICHE ET L'ISLANDE SE SONT REUNIS A BRUXELLES DEBUT DECEMBRE. LA SITUATION ECONOMIQUE, LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX, LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS AINSI QUE CERTAINES QUESTIONS COMMERCIALES SPECIFIQUES ONT ETE EXAMINES LORS DE CES SESSIONS.

LES REUNIONS, A L'EXCEPTION DE CELLE AVEC L'ISLANDE, ONT CHAQUE FOIS ETE IMMEDIATEMENT SUIVIES DES SEANCES DES COMITES MIXTES DES ACCORDS ENTRE CES PAYS ET LA CECA. DANS CHAQUE CAS, UN ECHANGE DE VUES A EU LIEU SUR L'EVOLUTION DES MARCHES SIDERURGIQUES ET SUR LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DE LUTTE CONTRE LA CRISE.

4.5 NORVEGE

THE NORWEGIAN MINISTER FOR TRADE AND SHIPPING, MR. A. SKAUGE, HAS MET ON 3 DECEMBER WITH MR. HAFERKAMP AND MR. CONTOGEOGRIS. THIS WAS A COURTESY VISIT AND THE TALKS CONCERNED EC-NORWAY RELATIONS IN GENERAL. THE FACT THAT THIS IS MR. SKAUGE S FIRST VISIT ABROAD SINCE HE HAS BECOME A MEMBER OF THE NEW GOVERNMENT IS A SIGN OF THE IMPORTANCE NORWAY ATTACHES TO ITS RELATIONS WITH THE EC.

4.6 TURQUIE

INFORMEE DE L'INCARCERATION DE M. ECEVIT, LA COMMISSION A CONFIRME QUE, POUR LE MOMENT, ELLE NE TRANSMETTRAIT PAS AU CONSEIL POUR SIGNATURE LE 4EME PROTOCOLE FINANCIER (600 MECUS POUR CINQ ANS). M. THORN EN AVAIT D AILLEURS PREVENU M. TURKMEN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE TURQUIE, LORS D'UNE RENCONTRE RECENTE A STRASBOURG.

4.7 AMERIQUE CENTRALE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION CONFIDENTIELLE AU CONSEIL SUR LES "ORIENTATIONS POUR UN RENFORCEMENT DE L'ACTION DE LA CEE EN AMERIQUE CENTRALE". CE RENFORCEMENT EST RENDU NECESSAIRE PAR LA SITUATION ECONOMIQUE DIFFICILE ET LA SITUATION POLITIQUE EXPLOSIVE DANS LAQUELLE SE TROUVE LA ZONE EN QUESTION.

LA COMMUNICATION DONNE UN BILAN DE CE QUI EST FAIT ACTUELLEMENT EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS AVEC LES PAYS CENTRO-AMERICAINS NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT. PARTANT DE CET EFFORT QUI EST RELATIVEMENT TRES IMPORTANT, LE DOCUMENT INDIQUE LES OBJECTIFS GENERAUX QUI DOIVENT ORIENTER L'ACTION DE LA COMMUNAUTE ET (SANS PREJUGER DES SOLUTIONS PLUS GLOBALES A TROUVER DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE GENERALE DE

DEVELOPPEMENT (REFLEXIONS EN COURS) - DONNE UNE ORIENTATION DES MESURES A PRENDRE DANS LE CADRE D'UNE ACTION A COURT TERME POUR RENFORCER LES RELATIONS CEE/AMERIQUE CENTRALE QUI CONSISTENT NOTAMMENT DANS :

- UN EFFORT ADDITIONNEL D'AIDE FINANCIERE,
- UNE COORDINATION ET CONCERTATION DES ACTIONS CEE AVEC CELLES DES ETATS MEMBRES ET DES AUTRES PAYS OU ORGANISMES INTERNATIONAUX
- LA RECHERCHE D'AMELIORATIONS PONCTUELLES DU SPG AGRICOLE.

4.8 PACTE ANDIN

DES CONVERSATIONS TECHNIQUES SE SONT DEROULEES A BRUXELLES LES 26 ET 27 NOVEMBRE ENTRE UNE DELEGATION DE LA JUNTA DU PACTE ANDIN CONDUITE PAR SON COORDINATEUR, L'AMBASSADEUR JOSE DE LA PUENTE, ET UNE DELEGATION DE LA COMMISSION.

CES CONVERSATIONS ONT PORTE SUR LES THEMES DE L'ACCORD DE COOPERATION QU'IL EST ENVISAGE DE CONCLURE AVEC LE PACTE ANDIN, LES NEGOCIATIONS FORMELLES AYANT ETE SUSPENDUES EN JUILLET 1980 A LA SUITE DU COUP D'ETAT EN BOLIVIE.

CETTE REUNION DE TRAVAIL, QUI FAISAIT SUITE A CELLE TENUE A LIMA EN JANVIER 1981, A PERMIS DE FAIRE DES PROGRES CONSIDERABLES DANS LA DEFINITION D'UN PROJET D'ACCORD DONT L'EXAMEN POURRA ETRE REPRIS DANS UN CADRE FORMEL, LE MOMENT VENU.

4.9 COOPERATION ENERGETIQUE AVEC LA CHINE

UNE MISSION DIRIGEE PAR M. CARPENTIER A SEJOURNE EN RP DE CHINE DU 2 AU 13 NOVEMBRE.

LES RESULTATS DE CETTE MISSION SONT LES SUIVANTS :

1. EXAMEN CONJOINT D'UNE SERIE DE PROJETS CONCRETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE SECTEUR DE LA PROGRAMMATION ENERGETIQUE. ON A RETENU UNE PREMIERE SERIE DE QUATRE PROJETS PORTANT ESSENTIELLEMENT SUR LA FORMATION DE CADRES CHINOIS (EN CHINE ET EN EUROPE), AINSI QUE SUR UNE MISSION DE FONCTIONNAIRES CHINOIS A HAUT NIVEAU EN EUROPE. LE COUT TOTAL DE L'INTERVENTION FINANCIERE DE LA CEE S ELEVERAIT A 500.000 UCE.

2. PREPARATION DE LA VISITE DE M. DAVIGNON EN CHINE. (M. DAVIGNON A ETE INVITE POUR UNE VISITE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1982 AFIN D'APPROFONDIR LA COOPERATION ENERGETIQUE)

LOUER →

3. UNE DEUXIEME SERIE DE PROJETS POURRAIT ETRE ETUDIEE ET, LE CAS ECHEANT, DEBUTER AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE DE 1982.

4.10 ACP-CEE

LE COPRESIDENT ACP DU CONSEIL CONJOINT A DEMANDE OFFICIELLEMENT (SANS ATTENDRE LES RESULTATS DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DES 7 ET 8 DECEMBRE) LA CONVOCATION D'UNE REUNION SPECIALE DU CONSEIL ACP-CEE POUR EXAMINER, ENCORE AVANT LA FIN DE L ANNEE, LE DOSSIER SUR LA FIXATION DU PRIX DU SUCRE ACP. LE PROBLEME DES RESSOURCES DU STABEX POURRAIT EGALEMENT ETRE INSCRIT A L'ORDRE DU JOUR DE CETTE REUNION.

4.11 GATT - 37TH SESSION OF CONTRACTING PARTIES

THE ANNUAL SESSION OF THE GATT CONTRACTING PARTIES TOOK PLACE FROM 23-25 NOVEMBER. IN ADDITION TO THEIR NORMAL WORK OF OVERSEEING GATT ACTIVITIES, THE CONTRACTING PARTIES TOOK THE FORMAL DECISION TO HOLD THEIR NEXT SESSION, IN 1982, AT MINISTERIAL LEVEL.

THE COMMUNITY SPOKESMAN REFERRED TO THE BLEAK ECONOMIC BACKGROUND AGAINST WHICH THESE PREPARATIONS WOULD BE TAKING PLACE. UNEMPLOYMENT IN THE COMMUNITY STOOD AT 8.3 0/0 REPRESENTING OVER 9 MILLION PEOPLE AND WAS EXPECTED TO REACH THE 10 MILLION MARK BY END 1981. BUT IF THE SITUATION WAS BAD IT WOULD HAVE BEEN WORSE WITHOUT THE PRINCIPLES AND DISCIPLINE OF THE GATT, THE COMMUNITY STOOD BY ITS COMMITMENT TO THOSE PRINCIPLES.

HINTING IN PARTICULAR AT JAPON THE COMMUNITY SPOKESMAN ALSO STRESSED THE NEED FOR GREATER INTERNATIONAL COOPERATION. THE CAPACITY TO RESIST PROTECTIONIST PRESSURES WOULD BE IMPROVED IF COUNTRIES ENJOYING LOW UNEMPLOYMENT, CONTINUED ECONOMIC GROWTH AND A STRONG EXTERNAL POSITION WERE TO OFFER TANGIBLE EVIDENCE OF THEIR WILLINGNESS TO CONTRIBUTE TO THAT CO-OPERATION.

4.12 GROUPE A HAUT NIVEAU NORD/SUD

LE GROUPE NORD/SUD A CONSACRE SES REUNIONS DES 20 ET 27 NOVEMBRE A L'EXAMEN DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIERE DE NEGOCIATIONS GLOBALES.

LE GROUPE A ESTIME QU'UN ACCORD EST NECESSAIRE SUR CERTAINS PRINCIPES GENERAUX ET SUR LA PROCEDURE DES NEGOCIATIONS GLOBALES AVANT QUE CELLES-CI PUISSENT DEMARRER. PAR PRINCIPES, IL FAUT ENTENDRE UNE REFERENCE A LA RESOLUTION 34/138, AU CONSENSUS EN TANT QUE MODE OPERATOIRE, A L'AVANTAGE MUTUEL, AUX CINQ DOMAINES ENUMERES DANS LA RESOLUTION 138, A LA NECESSITE D'UNE ORIENTATION PRATIQUE DES NEGOCIATIONS, A LA NECESSITE D'UNE APPROCHE INTEGREE, AUX COMPETENCES DES ENCEINTES SPECIALISEES. POUR LA PROCEDURE, IL S'AGIT DE DEFINIR CLAIREMENT LES OBJECTIFS DES NEGOCIATIONS GLOBALES, LA MANIERE DE TIRER LES CONCLUSIONS A LA

FIN DE CELLES-CI ET LES RELATIONS ENTRE L'ORGANE CENTRAL ET LES ENCEINTES SPECIALISEES.

LA DISCUSSION SUR UNE RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES LANÇANT LES NEGOCIATIONS GLOBALES EVOLUT QUOTIDIENNEMENT. C'EST POURQUOI LE GROUPE NORD/SUD NE PREVOIT PAS D'AUTRES REUNIONS DANS LA PHASE ACTUELLE, LAISSANT A LA COORDINATION A NEW YORK LE SOIN D'AJUSTER LA POSITION DE LA COMMUNAUTE EN FONCTION DES PRINCIPES ENONCES CI-DESSUS.

4.13 C N U C E D

A L'INVITATION DE M. PISANI, UNE DELEGATION DE LA CNUCED CONDUIT
MTPA
DE LA COMMISSION UN ECHANGE DE VUES SUR CERTAINES QUESTIONS D'INTERET MUTUEL, NOTAMMENT :

- LE DEVELOPPEMENT RURAL,
- LA STABILISATION DES RECETTES PROVENANT DE L EXPORTATION DES PRODUITS DE BASE,
- LES PROBLEMES MAJEURS COMMERCIAUX ET,
- LA MONNAIE ET L AIDE AU DEVELOPPEMENT.

LA QUESTION DU ROLE ET DU STATUT DE LA CEE AU SEIN DES ORGANES DES NATIONS UNIES A FAIT EGALEMENT L'OBJET D'UN ECHANGE DE VUES INTERESSANT.

UN DEUXIEME SEMINAIRE EST ENVISAGE POUR LA FIN DE L'ANNEE PROCHAINE.

4.14 DROIT DE LA MER

LA COMMISSION A DECIDE DE TRANSMETTRE AU CONSEIL UNE COMMUNICATION AFIN DE PREPARER LES REUNIONS DES EXPERTS JURIDIQUES A BRUXELLES LE 11 DECEMBRE ET DES CHEFS DE DELEGATION LE 15 JANVIER. AVANT LA REPRISE DE LA CONFERENCE, LES TRAVAUX INTERNES ONT POUR BUT DE DEFINIR LES MODALITES DE LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE A LA FUTURE CONVENTION SUR LE DROIT DE LA MER. LA 11EME SESSION DE LA CONFERENCE QUI SE DEROUlera A NEW YORK DU 8 MARS AU 30 AVRIL 1982 DEVRAIT ETRE LA DERNIERE SESSION DE NEGOCIATION DE LA CONVENTION DONT LA SIGNATURE RESTE PREVUE POUR SEPTEMBRE A CARACAS.

F. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

+
FURCOM WSH

21877 COMEU B

Global Communications

Global Communications